

Elections en Grèce : Une victoire, mais quel gouvernement ?

lundi 26 janvier 2015, par [UDRY Charles-André](#) (Date de rédaction antérieure : 26 janvier 2015).

La presse européenne titre suite à l'arrivée de Syriza en tête des élections du 25 janvier 2015 : « La victoire de Syriza annonce une période d'agitation en Europe » (*El Pais*, 26 janvier 2015) ; « Triomphe de Tsipras, tremblement de terre dans l'UE, tout changera » (*La Repubblica*, 26 janvier) ; « La victoire des gauchistes grecs lance un défi à l'establishment européen » (*The Financial Times*, 26 janvier). La presse grecque est moins affirmative. Ainsi, Kathimerini titre : « Syriza se dirige vers une victoire historique, mais sans majorité absolue ». En mettant l'accent sur la non-obtention de la majorité absolue, la presse grecque souligne les limites institutionnelles de la victoire, avec ce qui peut en découler suivant les options du « bureau présidentiel » d'Alexis Tsipras. En parlant de victoire historique, elle souligne un fait remarquable : l'importance du vote pour Syriza non seulement dans des grands quartiers d'Athènes ou de Thessalonique, mais dans des régions du pays où la droite, sous diverses expressions, dominait historiquement, au travers d'une partitocratie familiale et clientélaire.

Comme toute la presse l'a annoncé, sept partis sont présents au parlement. Les résultats (encore non officiels et finaux) sont les suivants :

Syriza 36,5% - 149 sièges (151 donnent la majorité absolue, le premier parti obtient 50 sièges en bonus)

Nouvelle Démocratie 27,7% - 76 sièges

Aube dorée 6,3% - 17 sièges

To Potami (La Rivière) 5,9% - 16 sièges

KKE (PC) 5,6% - 15 sièges

Pasok 4,8% - 13 sièges

Grecs indépendants 4,7% - 13 sièges



Le parti créé tout récemment par Georges Papandréou, le Mouvement des socialistes démocrates, obtient 2,4% et donc, n'ayant pas atteint le quorum des 3%, reste en dehors du parlement.

Ce résultat électoral change la scène politique grecque. La campagne de Samaras visant à effrayer les électeurs a échoué. Des secteurs bourgeois commençaient à la dénoncer ouvertement dès le 19-20 janvier. Le déplacement de la coalition autour de Samaras vers l'extrême droite, non seulement pour capter des voix d'Aube dorée, mais comme expression de forces sociales agissant dans « l'Etat profond » (une formule politique utilisée par la presse grecque, utilisée de même pour caractériser le régime de Moubarak), a abouti à un type de polarisation qui n'a pas donné les résultats attendus pour la droite. Un éditorial du quotidien Kathimerini n'hésite pas à utiliser à ce propos la formule de « *politiciens dotés d'un ADN du passé et d'un ersatz de classe dominante* ».

Pour la droite, une interrogation surgit : comment recomposer une force de droite dont les cercles dirigeants aient un profil « d'hommes d'Etat ».

Le résultat de Syriza – en dehors des considérations sur la campagne de Tsipras, sur les réponses faites aux attaques de la Nouvelle Démocratie – peut se concentrer dans une formule : « *le peuple a renversé Samaras* ». Cette dimension exprimée par de larges couches populaires est pour l'essentiel mise à la marge par les commentateurs politiques. Cela ressortait fort bien à l'occasion des débats télévisés post-électoraux. C'est une dimension qui pourtant est au centre de l'attention des courants de Syriza les plus engagés dans les milieux populaires pour la victoire de Syriza, lors de la campagne, et les plus déterminés à ce que les éléments clés du programme de Thessalonique soient appliqués pour faire écho aux besoins immédiats et à ce sentiment d'avoir renversé un gouvernement, même si cela s'est effectué au plan électoral, car la fatigue des mobilisations sociales nourrissait une forme de délégation politico-électorale. Dans la mesure où cette réalité est prise en compte – autrement dit où c'est l'ensemble de ceux qui ont lutté pour résister à l'austérité qui constitue la colonne vertébrale du vote pour Syriza – la formation d'un gouvernement devrait en tenir compte de la manière la plus socialement loyale, condition pour une action directe en faveur de l'application des revendications de Thessalonique.

Ici surgit la question : « quel gouvernement de coalition » ? N'ayant pas obtenu la majorité absolue, Alexis Tsipras a engagé de suite, lundi matin, des négociations avec les Grecs indépendants, To Potami, etc. Certes, une question analogue aurait été posée en cas de majorité absolue : quel centre de gravité aurait eu le gouvernement Tsipras dans ce cas de figure. Mais, aujourd'hui, former un gouvernement de coalition traduit au plan politique plus visiblement la coalition de classe qui le sous-tend. A juste titre, Antonis Ntavanellos –membre du bureau politique de Syriza et de la direction de DEA, parti qui a obtenu deux députées – lors d'un débat sur la chaîne télévisée Antena le 25 janvier à 22 heures mettait l'accent sur la nécessité de former un gouvernement « *digne de la dynamique sociale à son origine* ». Dans cette perspective, il s'adressait aux membres du KKE pour souligner la responsabilité qu'ils avaient dans le cas de figure où Syriza avait besoin de l'appui de deux ou trois députés. Il ne s'agissait pas pour lui de cultiver des illusions sur la ligne de la direction du KKE, mais de poser le problème de la base sociale et de classe d'un gouvernement effectivement de gauche.

Les dirigeants du KKE, quant à eux, ne cessaient de souligner, de manière caricaturale et peu crédible, la similitude des positions, face à l'austérité, de la Nouvelle Démocratie, de To Potami et de Syriza. Cette diatribe se mariait avec la satisfaction d'avoir maintenu, malgré la polarisation politique durant la période électorale, leur base électoralo-militante.

L'approche développée par Antonis Ntavanellos intégrait aussi un élément parfois peu mis en relief : la troisième position d'Aube dorée. Dans les enquêtes à la sortie des urnes prenant en compte l'âge des électeurs, parmi ceux entre 18 et 50 ans, le taux de vote pour Syriza a été de 37,9% et de 7% pour Aube dorée. Parmi les étudiants, 30,8% ont voté Syriza et 5,5% Aube dorée. Parmi les chômeurs et chômeuses, 45,3% ont voté pour Syriza et 8,8% pour Aube dorée.

Pour l'heure, nous limiterons à ces considérations l'analyse des élections du 25 janvier 2015 en Grèce. Car, dans la foulée, Syriza et ses composantes vont s'affronter à de nouvelles épreuves politiques et organisationnelles (rapport parti-gouvernement). Il en ira de même pour toutes les formations politiques, y compris celles absolument marginalisées, comme les composantes d'Antarsya.

Charles-André Udry, 26 janvier 2015 au matin

P.-S.

* <http://alencontre.org/>